RÈGLEMENT (CEE) N° 3698/81 DE LA COMMISSION

du 22 décembre 1981

prorogeant la durée de validité du contrôle « a posteriori » des importations de chaussures dans la Communauté

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 926/79 du Conseil, du 8 mai 1979, relatif au régime commun applicable aux importations (1), et notamment son article 7 paragraphe 1 sous a),

vu le règlement (CEE) n° 925/79 du Conseil, du 8 mai 1979, portant établissement d'un régime commun applicable aux importations de pays à commerce d'État (2), et notamment son article 6 paragraphe 1 sous a),

après consultations au sein des comités prévus à l'article 5 desdits règlements,

considérant que, par la décision 78/560/CEE (3), telle que modifiée en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2854/79 (4), la Commission a établi un contrôle *a posteriori* des importations de chaussures dans la Communauté ;

considérant que, par le règlement (CEE) n° 3329/780 (5), la période de validité de cette décision a été étendue jusqu'au 31 décembre 1981 ;

considérant que les raisons qui ont, à l'origine, conduit la Commission à prendre cette mesure, à savoir la pression considérable exercée par les importations dans la Communauté de chaussures. ainsi que la menace qu'un préjudice soit porté aux producteurs communautaires de produits similaires ou directement concurrents, persistent ;

considérant qu'il est par conséquent, nécssaire de proroger ledit contrôle *a posteriori,*

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

La période de validité de la décision 78/560/CEE est prorogée jusqu'au 31 décembre 1982.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 1982 et est applicable jusqu'au 31 décembre 1982.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 22 décembre 1981.

Par la Commission

Wilhelm HAFERKAMP

Vice-président

(1) JO n° L 131 du 29. 5. 1979, p. 15.
(2) JO n° L 131 du 29. 5. 1979, p. 1.
(3) JO n° L 188 du 11. 7. 1978, p. 28.
(4) JO n° L 323 du 19. 12. 1979, p. 6.
(5) JO n° L 349 du 23. 12. 1980, p. 15.